

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

LE NOUVEAU PRÉSIDENT FRANÇAIS VEUT MORALISER LA VIE POLITIQUE

# Quelles conséquences pour les relations économiques et commerciales avec l'Algérie ?

**Depuis hier, la France a un nouveau président de la République. Un des axes prioritaires de son programme, et ce, dès les prochains jours, est de proposer une loi sur la moralisation de la vie politique. La France est l'un des tout premiers partenaires économiques et commerciaux de l'Algérie. Est-ce à dire que cette loi pourrait avoir, à terme, des retombées sur les relations algéro-françaises ?**

Ce projet de loi prévoit notamment l'interdiction pour les parlementaires d'employer des proches. En outre, ils ne pourraient plus exercer d'activité de conseil. Cette future loi sur la moralisation de la vie politique doit être présentée en Conseil des ministres avant les législatives de juin 2017. Une façon de pousser à agir les candidats et de les inciter à se mettre en règle avec un texte qui, par définition, ne peut faire force de loi sur ceux d'entre eux qui seront élus députés le 18 juin et auront ensuite à le discuter au Parlement.

Après les affaires — où sont impliquées d'anciens ministres et même un ex-Premier ministre —, qui ont défrayé la chronique politico-judiciaire ces dernières années et ces dernières semaines, omettre de satisfaire aux futures règles de transparence promises par le candidat qui vient d'être élu n'est guère concevable, d'autant qu'elles sont déjà dans le domaine public et ont été régulièrement expliquées aux électeurs lors de la campagne présidentielle.

La première de ces règles sera de ne pas avoir un casier judiciaire de niveau B2 (sauf condamnations mineures et contraventions). La mesure vise tous les candidats à une élection, y compris donc les prétendants à la députation. Les parlementaires auront éga-

lement interdiction d'employer des proches ou des membres de leur famille et ne pourront exercer des activités de conseil, source de conflits d'intérêts. Ces deux dispositions renvoient aux deux mises en examen judiciaire dont un ancien Premier ministre fait l'objet depuis les révélations de l'hebdomadaire *Le Canard enchaîné*.

## Un audit des finances publiques prévu

Le nouveau chef de l'Etat français veut également mettre fin à une anomalie en fiscalisant la totalité des revenus inhérents à l'exercice d'une activité parlementaire, y compris donc l'indemnité pour frais de mandat. Des frais qu'il faudra de surcroît justifier en fournissant des factures. Le régime spécial de retraite des parlementaires, encore très avantageux en dépit de plusieurs réformes, sera aboli. Enfin, le nombre de députés et sénateurs sera réduit d'un tiers. «Dès mon entrée en fonction, un audit des finances publiques sera demandé afin de disposer, à la mi-juin, des résultats de la gestion en cours», avait annoncé début avril le candidat qui vient d'être élu. Aurait-il quelques doutes sur la «sincérité» des résultats présentés par le gouvernement sortant, dont il fut membre jusqu'à l'été 2016 ? De toute façon, le premier pré-



sident de la Cour des comptes avait annoncé en janvier dernier, à l'occasion de l'audience solennelle de rentrée de son institution, avoir «pris l'initiative de préparer la conduite d'un audit général des finances publiques» qui serait publié en juin 2017.

## Le registre des lobbys jugé «en deçà des attentes»

La section française de l'ONG Transparency International a demandé au nouveau président français de renforcer le registre des lobbyistes qui doit naître en juillet 2017, après la parution d'un décret jugé «en deçà des attentes» pour davantage de transparence des décisions publiques. «Les représentants d'intérêts n'auront pas l'obligation de dévoiler l'identité des parlementaires, des ministres et des conseillers ministériels qu'ils rencontrent» et «n'auront pas à rendre publiques les positions défendues», déplore

notamment l'Association de lutte contre la corruption. Avec les mesures déjà prises par le Président sortant et mises en application, le chef de l'Etat, qui

vient d'être élu, compte pour suivre sur la même lancée. Est-ce à dire qu'à moyen terme, l'ensemble du dispositif actuel et la loi à venir sur la moralisation de la vie politique contribueront à faire baisser de manière substantielle la corruption dans les transactions commerciales internationales de la France. Ce pays — un des tout premiers partenaires de l'Algérie —, n'est pas un modèle du genre en matière de lutte contre la corruption dans les échanges économiques et les marchés publics à l'international. Si les grandes entreprises françaises se mettaient à refuser de verser des pots-de-vin et des commissions pour obtenir des marchés, il est certain qu'elles seront moins présentes en Algérie. Notre pays, malheureusement, étant encore très loin de ne plus s'adonner à des pratiques de corruption dans la gestion de sa commande publique...

Djilali Hadjadj

## La France, l'un des Etats les plus corrompus d'Europe

La France, grâce à une opacité bien organisée, est un pays de petite vertu, lorsqu'il s'agit de corruption.

En Europe, elle se place dans le peloton de tête des pays où la corruption prospère le mieux. La corruption des élus politiques français bénéficie d'un contexte structurel profondément immoral qui n'est pas fait pour lutter contre cette faiblesse bien humaine, mais pour protéger les copains et les coquins, cacher les petites combines juteuses, entretenir les privilèges des uns au détriment des payeurs qui, souvent, se saignent, voilà ce qui ressort d'un rapport de Transparency International publié en 2015 «Agir contre la corruption».

Premier constat douloureux : pour cacher la corruption, la France «n'a pas créé la base de données publique essentielle qui recense les condamnations pour corruption» déplore le rapport et permettre à chaque contribuable de recevoir l'information à laquelle il a droit, cela, dans une hypocrisie ambiante de débauche de «solidarité citoyenne».

Solidarité oui, mais pas touche aux élus. Les mairies savent trouver de l'argent pour des projets électoralistes et acheter les voix des uns avec l'argent des autres, mais pour financer la lutte contre la corruption, il n'y a plus personne...

## Une culture de l'impunité dans laquelle la corruption prospère

Deuxième constat : une justice complaisante, voire complice. «Ce qui a le plus frappé nos bénévoles ? La durée des procédures: 45 affaires ont un délai de 15 ans, entre les faits et la condamnation», constate l'ONG. 15 ans entre les faits et la condamnation, la justice est généreuse avec les ripoux : elle leur laisse tout le temps pour s'organiser, accumuler un petit pactole sur le dos des contribuables, étouffer les affaires et enfouir leurs détails, perdre quelques dossiers et, pourquoi pas, jouer sur la mort naturelle de quelques témoins ou acteurs gênants, sans compter sur l'immense bénéfice que le temps offre à l'effacement des mémoires. C'est dans cette culture de l'impunité que la corruption prospère. «Avoir accès à ce type de données est pourtant essentiel pour savoir quels sont les domaines, régions et catégories de personnes les plus vulnérables et, ainsi, éclairer l'action des acteurs de la lutte contre la corruption (pouvoirs publics, citoyens, ONG, médias)».

Synthèse par LSC

## Le bilan du Président sortant en matière de transparence

**Transparence.** Ça restera comme l'aspect positif de l'affaire dite Cahuzac, du nom du ministre français du Budget qui fut pris la main dans le sac, ayant dissimulé l'existence d'un compte bancaire à l'étranger, donc coupable, notamment d'évasion fiscale.

Jamais auparavant la question de la transparence des élus en matière de rémunération, de relations d'intérêts ou de patrimoine n'avait autant progressé au cours d'un mandat présidentiel.

Saluées par la section française de l'ONG Transparency International, les lois votées en 2013, la création du Parquet national financier (PNF) et de la Haute Autorité de la transparence de la vie publique resteront au crédit du président de la République sortant. Si on a eu le sentiment que les affaires se sont multipliées, c'est aussi parce que les mailles du filet se sont resserrées.

**Lanceurs d'alerte.** Les lanceurs d'alerte se sont vu accorder fin 2016 une protection, pour peu qu'ils dénoncent un «préjudice grave à l'intérêt général», spectre bien plus large que la simple dénonciation d'un crime ou délit initialement retenu par le gouvernement, lequel entendait éviter les «chasseurs de primes».

Le Parlement est donc allé plus loin que ne l'entendait Hollande, autoproclamé «adversaire de la finance». D'où ce compromis résumé par le ministre français de l'Economie : «En ce dernier grand rendez-vous de la législature, nous honorons cette histoire.

Le but : promouvoir la bonne finance et combattre la finance qui dévoie et corrompt.»

D. H.